



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

Liberté
Égalité
Fraternité

BOAMP.fr

Bulletin officiel des annonces des marchés publics

Avis de marché

Attention : les informations contenues dans l'extrait PDF peuvent dans certains cas ne pas présenter le texte intégral de l'annonce. Les extraits PDF des annonces du BOAMP ne constituent pas le format officiel, pour consulter le texte intégral au format officiel du présent avis, cliquez sur <https://www.boamp.fr/pages/avis/?q=idweb:24-25055>

Département(s) de publication : **75, 78, 77, 94, 93, 92, 91**

Annonce n° **24-25055**

Section 1 - Acheteur

1.1 Acheteur

Nom officiel : Ile de France Mobilités

Forme juridique de l'acheteur : Autorité régionale

Activité du pouvoir adjudicateur : Services d'administration générale

Section 2 - Procédure

2.1 Procédure

Titre : TRANSPORT SCOLAIRE EN CIRCUITS SPÉCIAUX DANS LE DÉPARTEMENT DES YVELINES (78) LA VERRIÈRE

Description : Le présent marché a pour objet l'exécution d'un service de transports scolaires en circuits spéciaux dans le département des Yvelines (78) -LA VERRIÈRE.

Identifiant de la procédure : ba720d97-ef80-49c0-84df-b758ea48bc7c

Identifiant interne : 2023-075

Type de procédure : Ouverte

2.1.1 Objet

Nature du marché : Services

Nomenclature principale (cpv) : 60112000 Services de transport routier public

2.1.2 Lieu d'exécution

Subdivision pays (NUTS) : Paris (FR101)

Pays : France

2.1.3 Valeur

Valeur estimée hors TVA : 520,000 EUR

Valeur maximale de l'accord-cadre : 1,040,000 EUR

2.1.4 Informations générales

Cette procédure ou ce lot annulé(e) ou infructueux(-se) sera relancé(e)

Informations complémentaires : L'acheteur souhaite imposer aux soumissionnaires la communication des noms et qualifications professionnelles des personnes physiques chargées de l'exécution du marché, comme le prévoit l'article R. 2151-16 du code de la commande publique, du fait que la qualité de l'offre est évaluée sur la base du savoir-faire, de l'expérience ou de la fiabilité de l'équipe dédiée à l'exécution du marché public. Au titre des interdictions d'exercer une activité en contact avec des mineurs, l'Acheteur impose aux soumissionnaires la vérification du bulletin n°3 du casier judiciaire au moment du recrutement par le Titulaire de ses conducteurs (article L. 1221-6 du code du travail). De plus, l'Acheteur souhaite imposer un tel contrôle lors de l'exécution du présent accord-cadre (article L. 1222-2 du code du travail), par une vérification régulière à chaque reconduction. du code de la commande publique. Le pouvoir adjudicateur a décidé d'instaurer un système d'élimination des offres si les notes des critères valeur technique et moyens humains ne sont pas jugées suffisantes. Cette insuffisance sera caractérisée si la note cumulée C1 + C2 avant pondération est strictement inférieure à 30 / 60. Cette / ces offre(s) sera/seront rejetée(s) et de fait éliminée(s) du classement sans que le critère 3 ne soit analysé.

Base juridique :

Directive 2014/24/UE

Conformément aux articles R.2162-2 à R.2162-6 et R. 2162-13 à R. 2162-14 du code de la commande publique, le présent marché est un accord-cadre mono attributaire exécuté par bons de commande.

Le présent marché est passé en procédure d'appel d'offres ouvert en application de l'article L2124-2 et R2124-2 du code de la commande publique.

2.1.6 Motifs d'exclusion

Corruption :

Paiement des cotisations de sécurité sociale :

Travail des enfants et autres formes de traite des êtres humains :

Participation à une organisation criminelle :

Manquement aux obligations dans le domaine du droit social :

Manquement aux obligations dans le domaine du droit social :

Blanchiment de capitaux ou financement du terrorisme :

Infractions terroristes ou infractions liées aux activités terroristes :

Paiement d'impôts et taxes :

Faillite :

Section 5 - Lot

5.1 Lot : LOT-0001

Titre : TRANSPORT SCOLAIRE EN CIRCUITS SPÉCIAUX DANS LE DÉPARTEMENT DES YVELINES (78) LA VERRIÈRE

Description : Le présent marché a pour objet l'exécution d'un service de transports scolaires en circuits spéciaux dans le département des Yvelines (78) - Commune de LA VERRIÈRE.

Identifiant interne : 2023-075

5.1.1 Objet

Nature du marché : Services

Nomenclature principale (cpv): 60112000 Services de transport routier public

Options :

Description des options : L'accord-cadre est conclu pour une durée de douze (12) mois à partir de sa notification. Le marché pourra être reconduit trois (3) fois pour une période de douze (12) mois par reconduction tacite. La durée maximale de l'accord-cadre est de 48 mois à compter de la notification. La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par l'acheteur au moins quatre (4) mois avant la date anniversaire de notification de l'accord cadre. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction. Une période de préparation est engagée à compter de la notification de l'accord-cadre. Cette période consiste en la mise en place des circuits.

5.1.2 Lieu d'exécution

Ville : LA VERRIERE

Code postal : 78 000

Subdivision pays (NUTS) : Yvelines (FR103)

Pays : France

Informations complémentaires : Lieu d'exécution : Commune de La VERRIERE

5.1.3 Durée estimée

Date de début : 01/08/2024

Date de fin : 31/07/2025

5.1.5 Valeur

Valeur estimée hors TVA : 520,000 EUR

5.1.6 Informations générales

Il s'agit d'un marché récurrent

Participation réservée : La participation n'est pas réservée.

Les noms et les qualifications professionnelles du personnel chargé de l'exécution du marché doivent être mentionnés : Exigence dans l'offre

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP)

Le marché en question convient aussi aux petites et moyennes entreprises (PME)

5.1.7 Marché public stratégique

Méthode utilisée pour réduire l'incidence environnementale : Autre

5.1.9 Critères de sélection

Critère :

Type : Capacité technique et professionnelle

Description : - une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du soumissionnaire et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois (3) dernières années ; - indication des titres d'études et professionnels du candidat ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services de même nature que celle du marché public ; - une description de l'outillage, du matériel et de l'équipement technique dont le soumissionnaire disposera pour la réalisation du marché public dont notamment un inventaire du parc de véhicules à jour au moment du dépôt de l'offre ; notamment par l'indication des véhicules qui seront achetés ou loués aux fins de compléter les besoins.

Critère :

Type : Autre

Description : Le soumissionnaire fournit à l'appui de son dossier de candidature, quel que soit, le format (DUME ou hors DUME), les éléments suivants : - Les justificatifs d'inscription au registre des transporteurs publics de personnes tenus par la Direction Régionale de l'Équipement (photocopie de la licence intérieure ou communautaire en cours de validité). - Le soumissionnaire utilisera l'annexe 3 « LICENCE LOTI » du présent RC. - Le soumissionnaire devra compléter le « tableau des véhicules dédiés aux CSS », du cadre de réponse commun pour présenter le parc de véhicules qu'il s'engage à affecter à l'accord-cadre. Il est rappelé que les soumissionnaires doivent proposer des véhicules dont l'âge respectera les exigences de l'article 10.2 du CCTP, pendant toute la durée du marché. En cas de non-respect de ces exigences, la candidature ne sera pas analysée et sera rejetée comme irrégulière.

Critère :

Type : Capacité économique et financière

Description : Formulaire DUME ou formulaire DC2, complété, daté ou à défaut les éléments ci-dessous sur support adéquat : - déclaration concernant le chiffre d'affaires global du soumissionnaire et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois (03) derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles ; - déclarations appropriées de banques ou, le cas échéant, preuve d'une assurance des risques professionnels pertinents ;

Critère :

Type : Aptitude à exercer l'activité professionnelle

Description : - pouvoir(s) habilitant le signataire à engager le soumissionnaire individuel ou chaque membre du groupement ; - formulaire DUME ou DC1, complété, daté et signé ou à défaut : - déclaration sur l'honneur datée pour juger qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles R.2143-3 à R.2143-16 du Code de la commande publique, et notamment qu'il est en règle au regard des articles L5212-1 à L5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs

handicapés. NB : la signature de la lettre de candidature n'est pas requise -
Lorsque le soumissionnaire est en redressement judiciaire, le soumissionnaire produit la copie du ou des jugements prononcés ; Seul le potentiel attributaire devra transmettre les pièces suivantes : - les photocopies des cartes grises des véhicules ; elles devront être lisibles et conformes à la réglementation.

5.1.10 Critères d'attribution

Critère :

Type : Prix

Description : Les modalités de calcul des points de la valeur économique sont les suivantes : Note= 40 x (offre moins disante / offre du soumissionnaire concerné).
NB : le prix de l'offre est établi sur la base du montant TTC du DQE

Pondération (pourcentage, valeur exacte) : 40

Critère :

Type : Qualité

Description : C1 - VALEUR TECHNIQUE Sc2 - MOYENS MATÉRIELS - Pertinence et qualité des moyens matériels mis en œuvre pour l'exécution des prestations

Pondération (pourcentage, valeur exacte) : 10

Critère :

Type : Qualité

Description : C1 - VALEUR TECHNIQUE Sc1 - MÉTHODOLOGIE - Qualité de service et organisation liée à l'exécution des prestations

Pondération (pourcentage, valeur exacte) : 30

Critère :

Type : Qualité

Description : C2 - MOYENS HUMAINS Pertinence et qualité des moyens humains mis en œuvre pour l'exécution des prestations

Pondération (pourcentage, valeur exacte) : 20

5.1.11 Documents de marché

Langues dans lesquelles les documents de marché sont officiellement disponibles : FRA

Langues dans lesquelles les documents de marché (ou leurs parties) sont officieusement disponibles : FRA

Adresse des documents de marché : [https://www.achatpublic.com/sdm/ent2/gen/ficheCsl.action?PCSLID=CSL_2023_Jo0EzNGEmB,](https://www.achatpublic.com/sdm/ent2/gen/ficheCsl.action?PCSLID=CSL_2023_Jo0EzNGEmB)

5.1.12 Conditions du marché public

Conditions de présentation :

Présentation par voie électronique : Requise

Adresse de présentation : https://www.achatpublic.com/sdm/ent2/gen/ficheCsl.action?PCSLID=CSL_2023_Jo0EzNGEmB

Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation peuvent être présentées : français

Catalogue électronique : Non autorisée

La signature ou le cachet électronique avancé(e) ou qualifié(e) [au sens du règlement (UE) N° 910/2014] est requis(e)

Variantes : Non autorisée

Description de la garantie financière : Le versement de l'avance est conditionnée par la constitution d'une garantie à première demande.

Date limite de réception des offres : 02/04/2024 à 14:00

Date limite de validité de l'offre : 8 MONTH

Conditions du marché :

Un accord de confidentialité est requis

Informations complémentaires sur l'accord de confidentialité : Cf : Annexe de l'Acte d'Engagement

Facturation en ligne : Requise

Le paiement en ligne sera utilisé

Informations relatives aux délais de recours : Recours possibles : Avant la signature du marché : - Un référé précontractuel (art. L. 551-1 et suivants du Code de Justice Administrative), depuis le début de la procédure jusqu'à la date de conclusion du contrat. Après la signature du marché : - Un référé contractuel (art. L. 551-13 et suivants du Code de Justice Administrative), le jour suivant la notification du marché et selon les délais précisés par l'article R. 551-7 et suivants du Code de Justice Administrative ; - Un recours en contestation de la validité du contrat (Conseil d'Etat, 4 avril 2014, n°358994, Département de Tarn et Garonne) dans un délai de 2 mois suivant la parution de l'avis mentionnant à la fois la conclusion du contrat et les modalités de sa consultation.

5.1.15 Techniques

Accord-cadre :

Accord-cadre, sans remise en concurrence

Informations sur le système d'acquisition dynamique

Pas de système d'acquisition dynamique

Enchère électronique :

5.1.16 Informations complémentaires, médiation et réexamen

Organisation chargée des procédures de médiation : Comité Consultatif Interdépartemental de Règlement Amiable des différends ou litiges

Organisation chargée des procédures de recours : Ile de France Mobilités

Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché : Ile de France Mobilités

Organisation qui fournit un accès hors ligne aux documents de marché : Ile de France Mobilités

Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours : Tribunal administratif de Paris

Organisation qui reçoit les demandes de participation : Ile de France Mobilités

Organisation qui traite les offres : Ile de France Mobilités

Section 8 - Organisations

8.1 ORG-0002

Nom officiel : Tribunal administratif de Paris

Numéro d'enregistrement : 17750005500013

Département : Paris

Adresse postale : 7 Rue de Jouy

Ville : 75004

Pays : France

Adresse électronique : greffe.ta-paris@juradm.fr

Téléphone : +33144594400

Adresse internet : <http://paris.tribunal-administratif.fr/>

Rôles de cette organisation :

Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours

8.1 ORG-0001

Nom officiel : Ile de France Mobilités

Numéro d'enregistrement : 28750007800020

Adresse postale : 41 rue de chateaudun

Ville : Paris

Code postal : 75009

Pays : France

Adresse électronique : ramatou.aoudi-diallo@xn--iledefrance-mobilits-t2b.fr

Téléphone : +33187052324

Rôles de cette organisation :

Acheteur

Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché

Organisation qui fournit un accès hors ligne aux documents de marché

Organisation qui reçoit les demandes de participation

Organisation qui traite les offres

Organisation chargée des procédures de recours

8.1 ORG-0003

Nom officiel : Comité Consultatif Interdépartemental de Règlement Amiable des différends ou litiges

Numéro d'enregistrement : 177 500 006 00024

Département : Préfecture de la région Île-de-France Préfecture de Paris

Adresse postale : 5 Rue Leblanc

Ville : PARIS CEDEX 15

Code postal : 75911

Subdivision pays (NUTS) : Paris (FR101)

Pays : France

Adresse électronique : ccira@paris-idf.gouv.fr

Téléphone : +33182524267

Adresse internet : <http://www.prefectures-regions.gouv.fr/ile-de-france>

Rôles de cette organisation :

Organisation chargée des procédures de médiation

Section 11 - Informations relatives à l'avis

11.1 Informations relatives à l'avis

Identifiant/version de l'avis : c09a8822-9151-47d6-824e-0f5f88f19e9d - 01

Type de formulaire : Mise en concurrence

Type d'avis : Avis de marché ou de concession – régime ordinaire

Date d'envoi de l'avis : 28/02/2024 à 18:49

Langues dans lesquelles l'avis en question est officiellement disponible : français

11.2 Informations relatives à la publication

Date d'envoi du présent avis à la publication : 28/02/2024